



## Les Indiens et les paysans du Guatemala créent leur propre organisation politique

Par [Ollantay Itzamná](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2019

[investigacion.net](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Thelma Cabrera, face visible des communautés en résistance, organisées au sein du Comité de développement paysan (CODECA), a déclaré lors de son intervention à l'Assemblée : "Nous ne sommes pas là pour gagner des élections, mais pour créer un État plurinational."

Le 29 décembre 2018, dans la municipalité de Saint-Domingue, Suchitepéquez, à 164 km au sud-est de la ville de Guatemala, près d'un millier de femmes et d'hommes défenseurs des droits des peuples indiens et paysans en résistance, originaires de différents départements du pays, ont célébré la première assemblée nationale de leur Mouvement pour la Libération des Peuples (MLP). Ainsi, les communautés en résistance ont pu réunir les conditions légales nécessaires pour créer leur propre organisation politique et commencer à participer aux processus électoraux à venir.



Comment et où est né le MLP?

“Notre instrument politique n’est pas né maintenant. Nous en avons discuté et sommes en train de le construire depuis plus de 26 ans”, a déclaré Thelma Cabrera, la plus visible des défenseurs du mouvement indo-paysan, le Comité de Développement Paysan (CODECA en espagnol), lors de cette assemblée.

En effet, le rêve de libération des peuples guatémaltèques était déjà présent chez les dix sept indiens qui ont créé le CODECA en 1992 sur la côte sud du Guatemala. Dès lors, toujours depuis et vers la périphérie, ce mouvement n’a jamais cessé d’organiser et de former des communautés en résistance, au-delà des manuels et des méthodes administratives préconisés par la coopération et les ONG post-“accords de paix”.

Les effets désastreux des processus de privatisation des services, en particulier de l’électricité, ont été le ferment qui a permis à ce mouvement autochtone de s’élargir au sein de la société pour devenir, dans la seconde moitié de la présente décennie, le principal mouvement social et le plus batailleur du pays, et de la région mésoaméricaine.

La stigmatisation, la persécution, la criminalisation et les assassinats sélectifs de ses membres (neuf en 2018) ont forcé les communautés en résistance rassemblées au CODECA à faire des sauts sans précédent dans l’histoire du Guatemala, à la fois dans leurs programmes de luttes et dans leur force sociale croissante.

Au cours des 197 années de la vie républicaine du Guatemala, on ne trouve la moindre trace de l’existence d’un autre mouvement social, encore moins d’un mouvement indien, formé par les communautés en résistance sur l’ensemble du territoire national. Il n’y a pas de trace de l’existence d’acteurs collectifs ruraux mobilisés en tant que porteurs de propositions de changements structurels avec une vision plurinationale. L’émergence d’un mouvement social comme celui-ci, composé de communautés en résistance qui créent leur propre organisation politique pour contester le pouvoir de l’oligarchie et proposer la création d’un État plurinational par le biais d’un processus constitutif populaire, est un fait nouveau.

Le MLP, un fait sans précédent dans l’histoire des peuples indiens d’Abya Yala

Le MLP, en raison de sa genèse, de son identité sociale (même sans avoir participé à aucun processus électoral), est déjà un événement historique sans précédent au Guatemala et dans l’Amérique latine colonisée.

C’étaient, et ce sont toujours, les personnes appauvries et dépossédées, organisées en communautés de résistance, qui l’ont conçu posément, se réunissant en assemblées et faisant remonter leurs revendications. C’étaient et ce sont toujours les communautés qui l’ont organisé, financé et concrétisé, en voyageant même à pied, en dormant et en discutant sous les arbres, en partageant des tamales et des tortillas.

Sans propriétaires, sans “avant-gardes révolutionnaires”, est né cet instrument politique des dépossédés du Guatemala, avec l’empreinte et l’esprit des gens de toutes les couleurs.

Le MLP, de par ses origines et ses méthodes d’organisation, peut être comparé à des organisations politiques promues par les mouvements indiens dans des pays tels que la Bolivie ou l’Équateur. Mais, à vrai dire, le MLP a des spécificités qui le distinguent, même par rapport à ces mouvements.

En Bolivie, l’actuel Movimiento al Socialismo (MAS-IPSP), qui a amené et maintenu au pouvoir le gouvernement indien d’Evo Morales pendant plus de treize années consécutives,

a été légalement créé par la gauche phalangiste bolivienne (sans participation indienne paysanne).

En raison de l'urgence du calendrier électoral en 1997, les paysans du tropique de Cochabamba, en Bolivie, ont repris le mouvement et l'ont adapté. Depuis lors, le MAS a été "réapproprié" en tant qu'instrument politique des mouvements indiens, des paysans et des secteurs exclus de la Bolivie.

En Équateur, le mouvement Pachakutik, créé en 1995 par les dirigeants de la CONAIE, n'est pas né des communautés indigènes et des peuples indiens, mais des dirigeants instruits par le courant indigéniste. Sans réalisations majeures, il a essayé de rayonner du centre vers les périphéries indiennes. Cela peut expliquer le déclin précoce de ce mouvement politique indien prometteur dans ce pays.



Thelma Cabrera, dirigeante du MLP. Photo : Federación Guatemalteca de Escuelas Radiofónicas

"Nous ne sommes pas là pour gagner des élections, mais pour créer un État plurinational"

La défenseure des droits de la communauté, Thelma Cabrera, face visible des communautés en résistance rassemblées dans le Comité de développement paysan (CODECA), a déclaré lors de son intervention à l'Assemblée: "Nous ne sommes pas là pour gagner des élections, mais pour créer un État plurinational"

Cette phrase pourrait être la clé pour comprendre, dans une certaine mesure, la volonté de ces communautés en résistance d'effectuer un saut depuis la résistance sociale vers l'action politique.

Le MLP, contrairement au reste des partis politiques traditionnels, envisage parmi ses objectifs la création de l'État Plurinational, et non pas l'administration de l'État créole actuel. Il propose la concertation vers une nouvelle Constitution Politique Plurinationale, par le biais d'un processus constituant, au lieu de soutenir la constitution politique créole actuelle. Il propose de réviser les contrats de privatisation de biens et services publics en vue de la nationalisation, au lieu de chercher à payer pour des bénéfices publics quasi inexistantes résultant des privatisations.

Pour aboutir à ces changements, parmi d'autres, il ne suffit pas de remporter des élections ou de disposer d'une force électorale majoritaire. Cela nécessite avant tout une force sociale de plus en plus hégémonique, idéologiquement solide et politiquement compacte. Espérons que le MLP adhère à cela, indépendamment de sa victoire ou de sa défaite lors du rituel électoral.

Ollantay Itzamna

Traduit par J.A., relu par B.B. pour le [Journal Notre Amérique](#)

Articles Par : [Ollantay Itzamná](http://Ollantay Itzamná)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)